

CONTRÔLE DES EXPORTATIONS



Contrôle Des Exportations
Éprouvez vos connaissances

INTRODUCTION

Le respect des Principes et des règles de conduite des affaires de Northrop Grumman est l'une de nos responsabilités les plus importantes. Nous avons défini des normes d'éthique de plus haut niveau. L'application de ces normes et le respect strict de toutes les lois et réglementations des États-Unis et des autres pays constituent une obligation non seulement légale, mais aussi morale.

Les exportations sont réglementées par des lois et des réglementations spécifiques. Aux États-Unis, ces dernières sont administrées par le Département d'État en ce qui concerne les services et les marchandises ayant trait à la défense et par le Département du Commerce pour les biens à double usage (militaire et civil). Le service américain des douanes et de la protection des frontières (U.S. Customs and Border Protection Agency) applique la réglementation des différents Départements aux questions d'exportation. L'objet des réglementations en place est d'atteindre les objectifs de sécurité nationale et de politique étrangère (Département d'État) et de protéger les intérêts économiques du pays (Département du Commerce).

Par **exportation**, on entend la fourniture de biens tangibles ou intangibles à des ressortissants étrangers, aux États-Unis ou ailleurs, et la remise d'informations à des citoyens américains en résidence à l'étranger.

Les biens tangibles ou intangibles exportables comprennent, par exemple :

- produits
- produits de base
- matériel informatique
- logiciels informatiques
- sous-ensembles
- composants individuels
- matériel d'essai et de réparation
- code de programme exécutable
- informations techniques et/ou savoir-faire
- plans
- dessins
- modes d'emploi
- services techniques
- propositions
- modèles et prototypes
- photographies et caractéristiques de performance
- fichiers de données informatiques

Par ressortissant étranger, on entend :

- une personne non-américaine (ne détenant ni la citoyenneté américaine, ni le statut de résident étranger permanent)
- une entreprise, association commerciale, partenariat, trust, société ou autre entité ou groupe d'origine étrangère qui n'est pas juridiquement constitué pour opérer aux États-Unis.
- tout organisme international
- tout gouvernement étranger et agence ou sous-partie de celui-ci (mission diplomatique, par exemple)

Le cas des filiales américaines de sociétés situées en dehors des États-Unis nécessite une analyse particulière, car celles-ci sont parfois considérées comme des personnes étrangères et/ou peuvent employer des personnes étrangères.

QUAND ET COMMENT Y A-T-IL EXPORTATION ?

- En cas d'envoi ou de prise de possession d'un article militaire ou à double usage en dehors du territoire américain, ou de fourniture de cet article à une personne étrangère à l'intérieur du territoire américain.
- En cas de divulgation (y compris verbale ou visuelle) ou de transfert d'informations techniques à une personne étrangère, aux États-Unis ou en dehors.
- En cas d'exécution d'un service militaire pour le compte de, ou au bénéfice de, une personne étrangère aux États-Unis ou en dehors.
- Lors de la visite guidée de locaux d'entreprise par des personnes étrangères.
- En cas de publication d'informations techniques, de présentation et/ou d'articles techniques à l'occasion d'un symposium, d'une conférence ou d'une réunion, de discussions techniques ou même de conversations informelles.
- En cas de transmission d'informations par l'intermédiaire de systèmes de communications internationaux, tels que par Internet, télécopie, vidéoconférence, NetMeeting et téléphone.

Les exportations à destination de la partie avec laquelle vous voulez communiquer ou du pays concerné peuvent même être interdites de licence par le gouvernement américain. En cas de question, veuillez vous adresser au spécialiste juridique de votre secteur ou au point focal Respect des lois à l'exportation. Vous pouvez aussi contacter le directeur siège de la gestion des exportations et des importations, ou appeler le service OpenLine de votre secteur ou du siège.

LES ÉLÉMENTS D'UNE LICENCE D'EXPORTATION

Les exportations doivent être approuvées par le gouvernement, sous forme d'une licence ou d'une autorisation écrite. La licence doit être spécifique et préciser les articles, services ou informations à exporter. Elle est émise pour une période de temps définie. L'obtention d'une autorisation ou d'une licence d'exportation peut être nécessaire en cas de :

- communication d'informations techniques à des clients ou fournisseurs étrangers
- renvoi d'une pièce à un fournisseur étranger pour réparation
- renvoi d'une pièce à un client étranger après réception et réparation ou remplacement de cette pièce
- discussion d'informations techniques avec un client ou un fournisseur étrangers
- discussion d'études de conception avec un client ou un fournisseur étrangers
- fourniture de matériel informatique à un client étranger
- fourniture, à un client étranger potentiel, de données relatives à une proposition d'affaires
- importation temporaire d'articles militaires
- exportation temporaire d'articles militaires
- prestation de services militaires au bénéfice d'un client ou d'un fournisseur étranger

Certaines exportations peuvent être couvertes par une licence existante et d'autres peuvent nécessiter une licence séparée. Il vous sera peut-être nécessaire d'obtenir la licence d'exportation d'un produit avant même de commencer le travail sur le contrat afférent. Dans tous les cas, assurez-vous que vous détenez la licence nécessaire avant d'initier les transactions ci-dessus avec une partie étrangère.

SANCTIONS

Les individus en contravention de la loi fédérale américaine et des réglementations applicables sur les exportations sont sujets à des sanctions civiles et criminelles comprenant amendes, prison, suspension ou refus de privilèges d'exportation et interdiction de participation aux marchés publics. En outre, une telle violation du règlement de la société peut constituer une faute au regard de la réglementation applicable et peut ainsi exposer ceux qui en sont coupables à des sanctions disciplinaires pouvant aller jusqu'au licenciement.

LOIS ET RÉGLEMENTATIONS

Les employés effectuant des transactions à l'exportation ou travaillant avec l'étranger doivent aussi bien connaître les lois et réglementations gouvernant ces activités, en particulier, l'Arms Export Control Act (AECA) appliqué dans le cadre des International Traffic in Arms Regulations (ITAR), l'Export Administration Act (EAA) appliqué dans le cadre des Export Administration Regulations (EAR), le Foreign Corrupt Practices Act (FCPA), l'Office of Foreign Assets Controls (OFAC), l'Anti-Boycott Act et le Customs Modernization Act (Mod Act).

ITAR, 22 CFR Parts 120-130 - Cette réglementation, administrée par le Département d'État, exige que toutes les exportations et toutes les importations temporaires d'articles et de services militaires et d'informations techniques de la liste américaine des munitions soient autorisées sous la forme d'une licence approuvée par le Département d'État, un contrat approuvé ou une exemption ITAR.

EAR, 15 CFR Parts 730-774 - Cette réglementation administrée par le Département du Commerce contrôle l'exportation des articles à double usage ou présents sur la liste CCL (Commerce Control List).

FCPA - Cette loi interdit tout paiement, offre de paiement ou remise d'objet de valeur au représentant d'un gouvernement étranger, à un homme politique étranger ou à un parti politique étranger, dans le but d'influencer les actes ou décisions de la personne concernée en vue d'obtenir un marché ou de le conserver. Il est également interdit d'entrer des informations fausses ou trompeuses dans les registres de la société. (Voir la brochure associée « Éprouvez vos connaissances » sur le FCPA.)

OFAC - Cette agence administre les sanctions et les embargos autorisés par le gouvernement américain, interdisant les exportations en direction de certains pays ou gouvernements ou les transactions commerciales avec ceux-ci.

ANTI-BOYCOTT ACT - Le Département du Commerce et le Département du Trésor disposent de certaines réglementations interdisant aux entreprises et à leurs employés de fournir certains types d'informations à leurs clients étrangers et d'accepter certaines dispositions contractuelles telles que le respect d'embargos non approuvés par les États-Unis. Certaines demandes de boycott doivent être obligatoirement rapportées, même si aucune vente n'a lieu. Il est essentiel que les employés qui travaillent avec des entreprises et des gouvernements étrangers comprennent et respectent strictement ces réglementations.

Remarque : La direction juridique doit être contactée chaque fois qu'une demande liée à un boycott est reçue.

U.S. CUSTOMS REGULATIONS, 19 CFR, Chapter 1, Parts 1-199 - Cette réglementation est administrée par le Département du Trésor et l'U.S. Customs Service. Elle décrit en détail les procédures d'importation et notamment celle d'estimation de la valeur des marchandises et leur classification.

ALCOHOL, TOBACCO, FIREARMS and EXPLOSIVES ("ATF") Regulations, 27 CFR Parts 47, 178, and 179 - Cette réglementation décrit en détail la procédure d'obtention d'une licence d'importation dans les cas d'importation permanente d'articles militaires présents sur la liste américaine des munitions.

METTEZ VOS CONNAISSANCES A L'EPREUVE

OUI NON

Votre entreprise vient d'acquérir une filiale de droit italien située en Italie. Vous souhaitez faire participer l'un des employés de cette filiale, un citoyen italien, aux téléconférences hebdomadaires dans lesquelles vous discutez de données techniques et échangez des idées sur la façon de résoudre certains problèmes techniques.

1. Ceci constitue-t-il une exportation ? (rappelez-vous que vous travaillez tous les deux pour la même entreprise)
2. Ceci constitue-t-il une exportation si les informations techniques et services militaires sont fournis à un citoyen américain travaillant pour la filiale italienne ?

Vous avez été invité à effectuer une présentation à une base militaire américaine en Allemagne, au sujet de la réparation d'un radar de défense. Votre présentation comprend des données techniques, mais vous avez été informé que votre public serait uniquement américain.

3. Une exportation a-t-elle eu lieu si vous êtes arrivé à la base américaine en Allemagne avec les documents de présentation dans votre attaché-case ?
4. Une fois la présentation terminée, vos interlocuteurs réalisent qu'ils ont besoin d'une pièce de rechange pour réparer leur radar. Ils vous demandent d'appeler votre collègue aux États-Unis et de faire envoyer la pièce à la base américaine en Allemagne. Une exportation aura-t-elle lieu ?

Vous avez acheté un article militaire à un fournisseur français. Vous avez importé définitivement cet article aux États-Unis, pour utilisation dans l'un de vos programmes américains. L'article s'est révélé défectueux à l'inspection et doit donc être renvoyé en France.

5. Avez-vous besoin d'une licence d'exportation pour renvoyer l'article défectueux en France ?
6. Si c'est votre client du gouvernement américain qui vous demande de renvoyer l'article en France, avez-vous quand même besoin d'une licence d'exportation ?

Vous détenez une licence d'exportation pour la vente d'un article militaire au ministère égyptien de la Défense. Après réception de cette licence, le client vous demande de lui procurer une version plus perfectionnée du même article.

7. Pouvez-vous exporter la nouvelle version dans le cadre de la licence d'exportation existante ?
8. Si vous disposez d'une licence d'exportation de la nouvelle version à destination du ministère de la Défense des Émirats Arabes Unis et que vous ne comptez pas l'utiliser, pouvez-vous vous servir de cette licence pour vendre la nouvelle version au ministère égyptien de la Défense ?

Pour l'une de vos applications militaires, vous achetez un produit auprès d'une entreprise de Singapour. Le produit singapourien est de type ordinaire et sert également à des usages commerciaux non militaires. Afin de satisfaire votre client et de permettre une modification du produit selon vos spécifications, vous devez fournir des informations techniques et un dessin de la commande source à la société de Singapour.

9. Comme le produit singapourien est de type ordinaire et est utilisé dans de nombreuses applications, avez-vous enfreint la réglementation de contrôle des exportations lorsque vous avez fourni ces informations techniques ?
10. Avez-vous enfreint la loi si les modifications ne portent que sur des détails mineurs ?

Vous êtes invité, en tant qu'employé de Northrop Grumman, à effectuer une présentation technique à une conférence sectorielle. Votre article sera publié dans le compte-rendu de la conférence et sera consultable sur le site Internet afférent.

11. Les organisateurs de la conférence vous précisent qu'aucune personne étrangère, en dehors de participants canadiens, ne sera présente. Enfreignez-vous les réglementations de contrôle des exportations en remettant votre présentation aux organisateurs ?

RÉPONSES CORRECTES

1. Oui, ceci constitue une exportation, car vous allez fournir des informations techniques et des services militaires à une personne étrangère. Même si l'employé italien et vous-même travaillez pour la même société-mère, l'employé italien demeure une personne étrangère.
2. Oui, l'employé américain travaillant pour la filiale italienne est considéré comme une personne étrangère car il représente une entreprise de droit italien.
3. Oui, les informations techniques ont été exportées dans un pays étranger, l'Allemagne.
4. Oui, la fourniture d'un article militaire à une base américaine en Allemagne pour emploi par des Américains constitue une exportation et requiert l'obtention d'une licence ou d'une exemption ITAR.
5. Oui, il s'agit d'un article militaire. Une licence d'exportation est donc requise.
6. Oui, une licence d'exportation ou une exemption ITAR est quand même requise.
7. Non, les licences d'exportation sont spécifiques au produit à exporter.
8. Non, les licences d'exportation sont accordées spécifiquement pour un certain utilisateur final.
9. Oui, vous avez transmis des informations techniques expliquant comment modifier un produit afin de satisfaire des spécifications militaires. Vous avez aussi fourni un service militaire. Un contrat d'assistance technique est nécessaire.
10. Oui.
11. Oui. Les Canadiens sont des personnes étrangères. En outre, votre présentation sera placée dans le domaine public et deviendra accessible par n'importe quelle personne dès qu'elle sera postée sur Internet ou diffusée sous format imprimé.

| | | | | | |
|-------------------|--------------|------------------------|--------------|-------------------------------|--------------|
| OpenLine siège | 800-247-4952 | Systèmes électroniques | 410-765-1919 | Technologies de l'information | 888-257-7258 |
| Systèmes intégrés | 877-901-5606 | Systèmes de mission | 800-445-4714 | Newport News | 800-423-9378 |
| Systèmes navals | 800-644-2612 | Technologie spatiale | 888-814-4567 | | |

Northrop Grumman • Office of Ethics and Business Conduct • 1840 Century Park East • Los Angeles • California 90067